

Déclaration de Comilla

par FINRRAGE-UBINIG, lors de la Conférence internationale de
Comilla (Kotbari, Bangladesh), 1989

1. Nous, femmes venues d'Australie, d'Autriche, du Bangladesh, du Brésil, du Canada, de Corée du Sud, du Danemark, d'Égypte, d'Espagne, des États-Unis d'Amérique, des Fidji, de France, de Hong Kong, d'Inde, d'Indonésie, du Japon, de Malaisie, de Maurice, de Norvège, d'Ouganda, du Pakistan, des Pays-Bas, du Pérou, des Philippines, de République fédérale allemande, du Royaume-Uni, du Sri Lanka, de Suède, de Suisse et de Zambie – nous nous sommes réunies à Comilla, au Bangladesh, pour partager notre inquiétude à propos de l'ingénierie génétique et reproductive ; à propos également de la santé des femmes, pour ce qui regarde leur fécondité. Nous estimons qu'il est urgent de donner un coup d'arrêt aux politiques qui encouragent le développement rapide et l'application croissante de ces technologies.

2. De par le monde, les expériences en matière d'ingénierie génétique et reproductive montrent que ces technologies dégradent un peu plus la position des femmes dans la société et exacerbent les différences existant entre les personnes en fonction de leur race, leur classe, leur caste, leur sexe et leur religion. Ces technologies contribuent également à aggraver une situation écologique déjà critique.

3. L'ingénierie génétique et reproductive fait partie d'une idéologie de l'eugénisme à laquelle nous nous opposons ! Cette idéologie voit les êtres humains comme étant intrinsèquement inférieurs ou supérieurs. Ceci conduit à la dégradation, à la discrimination, voire à l'élimination de groupes opprimés tels que les femmes, les personnes handicapées, les personnes de certaines couleurs, races, religions, classes ou castes. Il en va de même pour les animaux ou les plantes, dont les caractéristiques sont estimées désirables ou indésirables de manière arbitraire, et font ainsi l'objet de manipulations génétiques.

4. L'eugénisme légitime la stratégie politique de ceux qui sont au pouvoir, consistant à diviser pour régner.

5. Les femmes ici présentes ont décrit de quelle manière l'idéologie eugéniste et le racisme sont au fondement des politiques de contrôle démographique. Nous résistons aux politiques et aux méthodes de contrôle démographique qui cachent les causes véritables de la pauvreté – l'exploitation par les riches – et réduisent les femmes à leurs organes reproductifs. Nous nous opposons à l'utilisation des femmes comme sujets d'expérimentation par la science, l'industrie et l'État.

6. L'ingénierie génétique et de la reproduction, ainsi que le contrôle démographique, sont des politiques instituées et promues dans le but affiché de régler des problèmes tels que la faim, la maladie et la pollution. Or, elles sont incapables de régler ces problèmes et détournent l'attention des causes réelles. Elles ne reflètent pas non plus les demandes et les besoins des femmes.

7. L'ingénierie génétique et de la reproduction prétend proposer un contrôle illimité sur toutes les formes de vie. Mais bricoler les codes génétiques crée une situation parfaitement incontrôlable où des gènes modifiés peuvent se disperser dans la nature, avec des conséquences imprévues. Ces modifications seront particulièrement dangereuses car elles déclencheront une réaction en chaîne dont on ne pourra pas retrouver l'origine. Les effets ne pourront être combattus ; ils seront irréversibles.

8. Dans un monde de plus en plus matérialiste et consumériste, le génie génétique promet une diversité sans limites. Mais un monde patriarcal fabriqué de la main de l'homme, où tout a été trafiqué d'une manière ou d'une autre, laisse entrevoir une vie infiniment plus étriquée. Notre monde actuel, avec ses ressources limitées, offre une diversité plus grande que celle promise par le génie génétique et son idéologie de sélection naturelle, eugéniste et patriarcale.

9. L'ingénierie génétique et de la reproduction est le produit d'une science dont le point de départ est l'assimilation du monde à une machine. De même qu'une machine peut être démontée en pièces détachées que l'on analyse et réassemble ensuite, les êtres vivants sont considérés comme un ensemble de composants qu'on peut examiner séparément. Les aspects de la nature qui ne peuvent être mesurés ou quantifiés sont vus comme relevant de la subjectivité et jugés sans valeur ; par voie de conséquence, ils sont écartés. Par ignorance ou mépris des interrelations complexes qui régissent la vie, les scientifiques collaborent avec l'industrie et le grand capital, en pensant qu'ils possèdent enfin le pouvoir de créer et assembler plantes, animaux et autres formes de vie – bientôt peut-être même les êtres humains. Nous nous opposons à cette domination patriarcale, industrielle, marchande et raciste sur la vie.

10. Porter et élever les enfants, s'occuper des malades et des personnes infirmes, cultiver, conserver et préparer la nourriture, fabriquer des vêtements, subvenir à de multiples besoins humains : nous, les femmes, avons de génération en génération développé et transmis ces connaissances et compétences qui appréhendent la nature avec compassion, humanité et respect des équilibres écologiques. Nous voyons que ces connaissances et ces compétences, tout comme ce que les femmes ont apporté aux arts, aux métiers artisanaux, à la culture et aux relations sociales, ne sont généralement pas reconnus par la science, la philosophie et la technologie dominantes. Or ces contributions diverses ont été essentielles et continuent de l'être pour la survie des êtres humains et de toute la nature. Ce sont de précieuses réalisations et ressources humaines. Nous souhaitons réaffirmer cette tradition de femmes, la renouveler et bâtir à partir d'elle.

11. Nous sommes fermement convaincues que l'ingénierie génétique et reproductive ne peut répondre aux besoins des femmes ou améliorer leur statut dans les sociétés d'aujourd'hui. Par conséquent, nous demandons la participation et la reconnaissance des femmes dans tous les domaines de la vie. Nous voulons que les femmes aient accès aux ressources, aux revenus, à l'emploi, à la sécurité sociale, à un environnement sûr au travail et à la maison. Fondamentalement,

nous demandons des conditions de vie et de travail qui garantissent la dignité humaine à toutes les femmes de par le monde.

12. Nous exigeons que les filles aient accès aux savoirs, ressources et compétences pratiques (par exemple l'éducation aux soins de santé primaires, y compris la nutrition) qui sont dans leur intérêt et améliorent leur bien-être. Cela donnera aux femmes plus de pouvoir sur leur vie, améliorera leur état de santé général, fera diminuer leur morbidité et leur mortalité ainsi que celles des enfants. L'éducation aux soins de santé primaires réduira le nombre de bébés naissant avec des handicaps mentaux et physiques, et fera reculer l'infertilité.

13. Nous réclamons la connaissance de méthodes contraceptives sûres, et l'accès à des moyens de contraception qui ne nuisent pas aux corps des femmes. Nous rejetons toute contrainte au nom du contrôle de la démographie, que ce soit par la force, l'incitation ou la dissuasion. Par exemple, nous rejetons les stérilisations forcées, en particulier dans des camps et lorsqu'elles visent des populations particulières. Nous exigeons un arrêt de l'utilisation des dispositifs intra-utérins dangereux, des produits injectés peu sûrs, des implants hormonaux tels le Norplant¹, des autres contraceptifs hormonaux ainsi que des vaccins contre la fertilité².

14. Nous soutenons la réappropriation par les femmes du savoir, de la compétence et du pouvoir que leur confère la maîtrise des accouchements, de la fertilité et de tous les soins de santé féminins. Nous demandons que le travail des sages-femmes soit reconnu, soutenu et facilité, et réclamons que des services de sages-femmes soient rouverts et gérés par des femmes.

15. Nous exigeons que de la documentation soit distribuée et qu'un effort d'éducation soit fait à propos des effets indésirables de toutes les méthodes de contraception.

16. Nous exigeons que des contraceptifs pour hommes soient mis au point et que les hommes deviennent responsables de leur contraception.

17. Nous exigeons des Nations Unies et des gouvernements de nos pays que l'arrêt des politiques de contrôle démographique devienne une condition d'obtention de l'aide au développement.

18. Nous soutenons le droit exclusif des femmes à décider si elles veulent ou non porter un enfant, sans qu'aucune contrainte ne s'exerce sur elles de la part d'un homme, d'un professionnel de santé, d'un gouvernement ou d'une religion. Les femmes ne doivent pas être poursuivies pour avoir choisi d'avorter.

1 NdE : Le Norplant est un implant sous-cutané à base de lévonorgestrel. Il fut largement promu dans les campagnes de contraception dans les pays du Sud. Ses effets secondaires sont importants et de longue durée.

2 NdE : Le vaccin contre la fertilité a été développé par l'OMS à la fin des années 1980. Il s'agit d'un vaccin qui agit contre le HCG, ou gonadotropine humaine, une protéine qui joue un rôle important pendant les quatre premier mois de la grossesse.

19. Nous nous opposons à la médicalisation et à la marchandisation du désir de maternité des femmes.

20. À l'échelle internationale, nous exigeons que les conditions soient réunies pour que différentes formes sociales de parenté répondent aux besoins des enfants et des personnes souhaitant s'occuper d'enfants. En particulier, la maternité et les soins aux enfants devraient être les préoccupations de la société dans son ensemble plutôt qu'une responsabilité exercée individuellement par des femmes.

21. Nous condamnons les hommes et les institutions masculines qui infligent l'infertilité aux femmes par la violence, la stérilisation forcée, la maltraitance médicale et la pollution industrielle ; puis, qui reproduisent les mêmes dégâts avec des technologies de « réparation » non moins violentes.

22. Au vu de la détérioration de la vie des femmes due à l'application de sciences et de technologies patriarcales, nous appelons de nos vœux un procès international public, organisé par des femmes, qui jugerait la médecine pour ses crimes à l'encontre des femmes.

23. Nous réclamons que des recherches soient faites pour prévenir l'infertilité, et en même temps que l'on arrête de stigmatiser les personnes infertiles. L'infertilité doit être reconnue comme une condition sociale et non comme une maladie.

24. Nous nous élevons contre l'usage de la fécondation *in vitro* dans les pays qui cherchent à augmenter ou diminuer le nombre de naissances. Il s'agit d'une technologie dangereuse et déshumanisante. Elle utilise les femmes comme des terrains de recherche et des productrices d'ovocytes et d'embryons – ovocytes et embryons eux-mêmes considérés comme des matières premières permettant aux scientifiques de mieux contrôler la « qualité » des êtres humains qu'il produisent, et permettant aux multinationales d'accroître leur profits. En outre, c'est une technologie qui rencontre de nombreux échecs et soustrait des ressources aux soins nécessaires à la santé et la fécondité des femmes.

25. La discrimination sociale à l'encontre des femmes est aggravée par les technologies de détermination et de présélection du sexe, qui donnent lieu dans certains pays à un ratio hommes-femmes de plus en plus défavorable aux secondes. Nous exigeons une interdiction de l'utilisation de ces technologies en ce sens.

26. Nous sommes contre tout parti pris ou discrimination à l'encontre des personnes handicapées, y compris ceux qu'induisent le dépistage et le conseil génétiques. Dans le contexte actuel, nous sommes en particulier opposées au séquençage du génome humain (le projet *Human Genome*). Le diagnostic prénatal, le dépistage et le conseil génétiques ne sont pas la solution au problème des handicaps. Nous demandons plutôt la suppression des médicaments dangereux, des radiations, des produits chimiques dangereux sur le lieu de

travail et dans l'environnement, et une solution aux problèmes de la malnutrition et des maladies infectieuses évitables.

27. Les personnes handicapées doivent être intégrées à la société et méritent le respect dû à tout être humain. La prise en charge de ces personnes doit relever d'une responsabilité collective et non demeurer un problème individuel.

28. Nous condamnons tout trafic, national ou international, de femmes, d'ovocytes et d'embryons, d'organes humains, de parties du corps, de cellules ou d'ADN (substances génétiques), surtout quand c'est à des fins de « prostitution reproductive » – quand des femmes sont exploitées comme incubateurs humains, notamment les femmes pauvres et les femmes dans des pays pauvres. Nous nous élevons également avec force contre les « usines à bébés », ainsi que les agences d'adoption et de gestation pour autrui à but lucratif.

29. Nous nous opposons à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans le monde, en raison de leurs effets imprévisibles et irréversibles sur l'environnement et la santé. Nous considérons d'ailleurs le recours au génie génétique dans les laboratoires et les usines (biotechnologies) comme équivalant à de la dissémination volontaire, car les organismes génétiquement modifiés peuvent être disséminés de manière accidentelle.

30. La dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés et les normes de sécurité dans les usines et les instituts de recherche sont des problèmes de niveau international, qui ne peuvent pas être traités seulement par certains gouvernements. L'impossibilité d'un contrôle démocratique national et international de cette ingénierie nous pousse à rejeter toutes les formes de génie génétique.

31. Nous rejetons strictement toute loi qui autoriserait le brevetage du vivant et des processus utilisant le vivant.

32. Nous condamnons l'utilisation des pays pauvres comme terrains d'expérimentation pour les organismes transgéniques et autres produits issus du génie génétique, tels que l'hormone de croissance bovine, le vaccin contre la rage, etc.

33. Nous craignons que la mise au point et l'utilisation des technologies génétiques en agriculture reproduisent et aggravent les dégâts déjà occasionnés par la « révolution verte ». Elles risquent d'approfondir la dépendance économique des pays pauvres à l'égard des pays riches et de concentrer le pouvoir dans les mains de quelques acteurs, tant à l'échelon national qu'international.

34. Nous exigeons que les technologies et les politiques qui transforment la nourriture naturelle en nourriture artificielle et plus chère soient stoppées.

35. Nous nous opposons à la pénalisation et la répression des femmes qui critiquent l'ingénierie génétique et reproductive, ou qui s'insurgent contre l'ensemble des technologies déshumanisantes.

36. Nous appelons de nos vœux des technologies adaptées aux êtres humains, c'est-à-dire qui ne bafouent pas leur dignité ni ne dégradent leurs relations. Nous souhaitons qu'elles soient réversibles, c'est-à-dire qu'elles comportent des possibilités d'erreur, et qu'elles participent à la préservation de la diversité biologique, culturelle et sociale de tous les êtres vivants. Les technologies doivent se prêter à la prise de décision collective et au contrôle démocratique.

37. Nous, femmes ici réunies (chercheuses en sciences naturelles et en sciences sociales, médecins, avocates, militantes du droit à la santé, journalistes, démographes, membres d'organisations œuvrant pour le développement, travailleuses sociales ou enseignantes...), sommes actives de longue date autour des problèmes relatifs aux femmes, à la santé, aux droits humains, à l'éducation ou encore à la science, à la technologie et à l'agriculture responsables. Nous avons une approche féministe aussi bien dans nos activités professionnelles que politiques. Ayant échangé sur nos vécus, nos expériences et nos savoirs, nous réaffirmons notre engagement profond en faveur d'un monde plus juste et plus humain pour tous. Nous poursuivrons ce travail, malgré les nombreuses contraintes et la répression croissante auxquelles nous faisons face sur les plans politique et professionnel.

38. Nous appelons les femmes et les hommes du monde entier à joindre leurs forces contre les technologies déshumanisantes. Et nous exprimons notre solidarité à l'égard de toutes celles et ceux qui cherchent à préserver la diversité de la vie sur notre planète, ainsi qu'à défendre l'intégrité et la dignité des femmes.